

LA DIRECTION N'A PAS PEUR DU VIDE

Ce n'était donc qu'un faux départ... Après une annonce en juillet 2022, un lancement de l'information consultation en janvier 2023, la direction vient d'adresser ce qu'elle appelle un complément d'information pour préciser le projet Tempo. Au-delà de la confirmation que cette équipe projet n'est absolument pas prête, en rappelant au passage que ce calendrier est plus que contraint par la présidente elle-même, voilà donc une nouvelle facétie de ceux qui nous dirigent.

Des nouveaux documents sont parvenus aux différentes instances représentatives du personnel, en l'occurrence aux CSE (Comités sociaux et économiques). Un envoi qui intervient, quelques jours à peine après un échange entre les élus du Siège et une équipe projet qui n'a répondu à rien, sous couvert de cette nouvelle étape envisagée par ses soins. Voilà qui prêterait presque à sourire, si notre avenir n'était pas pieds et poings liés à cette stratégie au cynisme sans fin...

Tout ce qui est avancé par la direction depuis des mois est artificiel, fallacieux. Pour commencer, l'argument de la régionalisation est battu en brèche à chaque page. Il suffit de faire les comptes pour constater que la rédaction nationale produirait entre 25 et 40 % de chaque nouvelle édition, entre les actualités du jour et les décryptages annoncés. Le tout pour un temps d'antenne consacré à l'info qui diminue si on prend en compte tous les rendez-vous d'information régionale du moment. Un constat qui montre déjà que le nouvel élan de « Tempo » est à minima un trompe-l'œil, au pire une escroquerie intellectuelle.

Des offres éditoriales nombreuses seraient donc

proposées par le Siège sans qu'on ne comprenne ni le mode de fabrication ni les arbitrages quant à leurs diffusions. Une inégalité devant l'information si rien n'est imposé, serait donc proposée aux téléspectateurs des 24 antennes régionales, ce qui n'est pas très Service Public comme esprit. Mais pour autant, l'équipe projet proclame l'autonomie des rédactions régionales, mais nous n'en sommes pas à une contradiction près.

Nous ne nous étalerons pas sur la nouvelle gouvernance, si ce n'est pour évoquer une inquiétude.

Qui aura réellement autorité sur les services de la rédaction nationale, puisque un lien fonctionnel est créé entre eux et la future direction éditoriale de Tempo. Le tout au cœur d'une organisation tellement verticale qu'on peut s'inquiéter pour les prises de décisions rapides et nécessaires dans notre métier.

Au passage, plus de commentaires en cabine pour l'actualité chaude qui devra être livrée une heure avant, et finis les directs mais vive les plateaux « froids » en situation, enregistrés assez tôt pour pouvoir les envoyer dans les antennes régionales. En résumé, vive la brigade du réchauffé !!!

Une usine à gaz qui quand même créerait 60 postes, nous dit-on... La présidente parlait au début de moyens constants, mais un coup de baguette magique plus tard et après une rupture conventionnelle collective au bilan désastreux, voilà que les emplois fleurissent sur une terre brûlée. Nous demanderons bien sûr à l'équipe projet de nous dire si ce sont des emplois, des postes, des équivalents temps plein, pour les régions, pour le Siège et enfin pour quelle activité, encadrement, reportage,

desk ou autre.

Il est également question dans ces nouveaux documents de l'acte 2 de France Info, sans détailler la future offre, ni en terme de moyens ni en terme d'effectifs, ni en terme d'outil. C'est beaucoup plus clair pour les régions, où à l'instar de la web télé de Nouvelle Aquitaine (NOA), les nouveaux moyens de tournage sont pour la direction la clé de la proximité... On rit jaune en lisant une fois de plus que les lignes éditoriales sont déterminées par des tournages au smartphone, ou par l'utilisation à outrance des TVU ou Aviwest pour diffuser des images.

Nous aurions pu détailler un peu plus encore, mais nous laissons la place au débat pour que l'équipe projet tente à nouveau de s'expliquer. Mais il reste un incontournable pour nous, c'est le refus du préalable de Tempo. La suppression des éditions nationales de France 3, pour nous, c'est toujours non !!! Nous sommes allés le dire à la « Soirée de l'info », le 11 avril dernier. Du festif pour faire équipe, pourquoi pas, mais au SNJ nous n'avons rien à fêter pour le moment. Et certainement pas la fin du 12/13 et du 19/20 national.

Paris, le 19 avril 2022

